

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°11 – novembre 2025

Sommaire

Le chiffre à retenir

Transition Ecologique & Energétique

1. Le ministre fédéral de l'Environnement salue un accord «fiable» sur l'objectif climatique européen pour 2040
2. COP30: des avancées opérationnelles, mais un résultat politique considéré en demi-teinte par l'Allemagne
3. Le Bundesrat valide le projet de loi CCS
4. Prix de l'électricité pour l'industrie: premiers éléments dévoilés
5. La stratégie pour de nouvelles centrales à gaz se précise
6. Nouveau projet de loi sur les emballages
7. L'État allemand veut entrer au capital de Tennet Deutschland

8. Adoption de nouveaux textes dans le secteur de l'énergie

9. Lancement du Fonds allemand pour les matières premières critiques

Transports

1. La coalition réaffirme son soutien au secteur aérien et annonce une baisse de la taxe sur les billets d'avion

2. Le gouvernement fédéral arrive à un compromis sur l'avenir de l'industrie automobile

3. Le gouvernement fédéral annonce un retour des aides à l'achat pour les véhicules électriques et hybrides début 2026

4. European Sleeper annonce la reprise du train de nuit Paris-Berlin au mois de mars 2026

Entreprises & International

- 1. Un premier ensemble de mesures pour mettre en œuvre le plan de modernisation de l'État et de l'administration**
- 2. Lancement des travaux pour une nouvelle stratégie pharmaceutique nationale**
- 3. Création d'une commission chargée d'examiner les relations économiques entre l'Allemagne et la Chine au Bundestag**
- 4. Les importations en provenance de Chine augmentent en Allemagne**
- 5. Déplacement du Vice-chancelier et ministre des Finances, Lars Klingbeil, en Chine**
- 6. Sommet acier: Berlin renforce son soutien à la filière**
- 7. L'industrie allemande en grande difficulté**

Numérique & Innovation

- 1. Un Sommet pour la Souveraineté numérique européenne autour du Président Macron et du Chancelier Merz à Berlin**
- 2. De nombreux partenariats industriels annoncés au Sommet pour la souveraineté numérique européenne**
- 3. Rapprochements entre entreprises allemandes et hyperscalers américains**

[_Toc216098235](#)

Le chiffre à retenir

18

C'est le nombre de partenariats industriels conclus entre des entreprises technologiques européennes à l'occasion du Sommet sur la souveraineté numérique européenne, qui s'est tenu le 18 novembre à Berlin.

Transition Ecologique & Energétique

1. Le ministre fédéral de l'Environnement salue un accord « fiable » sur l'objectif climatique européen pour 2040

Le ministre fédéral allemand de l'Environnement et du Climat, Carsten Schneider (SPD) a salué l'accord du 5 novembre par les ministres européens de l'environnement sur un nouvel objectif climatique européen à l'horizon 2040. Pour le ministre, cette décision marque une étape essentielle vers la neutralité climatique de l'UE. Les États membres se sont entendus sur un objectif de 90% de réduction des émissions nettes de l'UE en 2040 par rapport à 1990 incluant une contribution « adéquate » de crédits carbone de haute qualité et intégrité « jusqu'à 5% ». Le ministre Schneider a qualifié le résultat de « bon compromis » au terme de négociations particulièrement intenses. L'accord montre que « l'Europe reste un acteur fiable du climat », capable de porter une position claire à la prochaine COP au Brésil. Le ministre Schneider se félicite aussi que l'UE adopte désormais un rythme de décarbonation « comparable à celui déjà engagé en Allemagne », où un objectif contraignant pour 2040 est en place depuis 2021. Enfin, l'engagement intermédiaire pour 2035

(-66,25% à -72,5%) doit, selon le ministre Schneider, voir sa visibilité renforcée auprès des secteurs économiques engagés dans la transition. (Source : [BMUKN](#))

2. COP30 : des avancées opérationnelles, mais un résultat politique considéré en demi-teinte par l'Allemagne

Pour le gouvernement fédéral allemand, la COP30, qui s'est achevée le 22 novembre à Belém, a permis plusieurs avancées, notamment sur l'adaptation au changement climatique et la coopération pour une transition climatique socialement juste, mais elle reste en deçà des attentes. Le ministre fédéral de l'Environnement et du Climat, Carsten Schneider (SPD), a jugé que la COP avait été « efficace dans la mise en œuvre, mais insuffisante dans les résultats de négociation ». L'Allemagne regrette avant tout l'échec d'un accord international sur un calendrier contraignant de sortie des énergies fossiles, pourtant soutenu par plus de 80 pays. Le ministre Schneider estime que « la vieille économie fossile » a su profiter du contexte géopolitique pour freiner les avancées. Le gouvernement allemand se félicite néanmoins des initiatives volontaires lancées par le Brésil, notamment les feuilles de route pour la sortie des fossiles et l'arrêt de la déforestation. Il soutiendra ces démarches, considérant les progrès réels observés dans la protection des forêts et la dynamique mondiale des énergies renouvelables. Le gouvernement allemand a également confirmé sa contribution au « Tropical Forests Forever Fund » (TFFF) à hauteur d'un milliard d'euros sur dix ans afin d'accélérer la protection des forêts tropicales. (Sources : [BMUKN](#))

3. Le Bundesrat valide le projet de loi CCS

Le Bundesrat a validé le 21 novembre le projet de loi ouvrant la voie au déploiement des technologies de capture et de

stockage de carbone (CCS) en Allemagne. Avec cette décision, le CCS est désormais reconnu comme étant d'« intérêt public majeur », un statut qui doit accélérer les procédures de planification et d'autorisation pour les infrastructures de transport et de stockage. Le texte autorise le stockage onshore du CO₂ sur le territoire national, à condition que les Länder l'acceptent via un mécanisme d'opt-in. Il établit également les bases légales pour la capture et la valorisation du carbone, présentées par le gouvernement comme une composante nécessaire pour décarboner les secteurs industriels difficiles à électrifier. Le projet de loi inclut par ailleurs une adaptation du cadre juridique pour permettre le stockage onshore du CO₂ dans les fonds marins, tout en renforçant la participation des parties prenantes, notamment du secteur de la pêche, aux procédures de planification.

4. Prix de l'électricité pour l'industrie : premiers éléments dévoilés

Alors que le traité de coalition se fixait comme objectif prioritaire de diminuer les prix de l'électricité, suite à une réunion de la coalition, le 13 novembre, les premiers détails du prix de l'électricité pour l'industrie ont été dévoilés. Cet instrument s'inscrit dans le cadre du CISAF (*Clean Industrial State Aid Framework*), adopté par la Commission européenne en juin 2025. Le prix de l'électricité pour l'industrie s'appliquerait de 2026 à 2028, pour trois ans, l'aide pouvant être demandée pour la première fois en 2027, rétroactivement pour 2026. Le prix cible serait de 50€/MWh, limite inférieure prévue par le CISAF, pour la moitié de la consommation annuelle des entreprises. Au moins 50% de l'aide devra être réinvestie dans des installations nouvelles ou existantes favorables au climat ou à la flexibilité. Le ministère fédéral de l'économie et de l'énergie (BMWE) souhaiterait également donner la possibilité aux entreprises de moduler l'aide de manière dé-

gressive pendant la période de subventionnement de trois ans : les entreprises doivent pouvoir choisir si elles souhaitent bénéficier d'allégements plus élevés la première année, puis moins élevés les deux années suivantes. 91 secteurs économiques énergo-intensifs et sous-secteurs devraient pouvoir être éligibles au prix de l'électricité pour l'industrie, le BMWE cherchant à élargir le cercle des entreprises éligibles. Le gouvernement planifie 3,1 Mds d'euros sur trois ans pour cet instrument. Selon le Chancelier F. Merz, les discussions avec la Commission européenne seraient sur le point d'aboutir, mais un cumul de la compensation « carbone » et du prix de l'électricité pour l'industrie ne devrait pas être possible. Selon le chancelier F. Merz, les discussions avec la Commission européenne seraient sur le point d'aboutir, le concept final devant être bientôt publié. Le gouvernement a également annoncé s'engager pour un élargissement sectoriel, une prolongation et une augmentation de l'aide prévue par la compensation carbone (Source : [Concept du BMWE, table.media](#)).

5. La stratégie pour de nouvelles centrales à gaz se précise

Suite à une réunion entre les membres de la coalition, le 13 novembre, les premiers détails de la stratégie pour de nouvelles centrales à gaz ont été publiés. Alors que le contrat de coalition prévoyait « jusqu'à 20 GW » de nouvelles centrales à gaz, d'ici 2030, afin de disposer d'une capacité « pilotable » sur le réseau, le gouvernement a dû revoir ses ambitions à la baisse, suite aux négociations avec la Commission européenne : la stratégie vise désormais 12 GW de nouvelles capacités pilotables, dont 8 GW de centrales à gaz a priori « H2-ready » et 2 GW de capacités technologiquement ouvertes, à lancer en 2026 (mise en service visée : 2031), puis 2 GW supplémentaires de centrales « H2-Ready » en 2026-2027

(mise en service visée : 2032). Un appel d'offres supplémentaire en 2029 pourra être organisé pour couvrir des besoins supplémentaires éventuels afin de sécuriser l'approvisionnement en énergie, en 2031. Ce dernier sera ouvert à toutes les technologies, inclura les capacités existantes et sera ouvert au niveau transfrontalier. Le gouvernement a également rappelé sa volonté de mettre en place un marché de capacité à horizon 2027 (Source : [Document final](#) du comité de coalition, Table.Media).

6. Nouveau projet de loi sur les emballages

Le ministère de l'Environnement et du Climat (BMUKN) a lancé la consultation des Länder et des parties prenantes sur le nouveau projet de loi visant à transposer la législation européenne sur les emballages à partir de 2026. Le projet introduit une obligation de certification pour tous les producteurs et organismes exerçant la responsabilité élargie du producteur. L'Agence centrale pour le registre des emballages (ZSVR) deviendra ainsi l'autorité d'enregistrement compétente pour l'ensemble du secteur avec un financement élargi. Le projet introduit également un mécanisme de financement obligatoire de la prévention : cinq euros par tonne mise sur le marché devront être versés à une organisation commune chargée de soutenir les filières de réemploi, les nouveaux systèmes de réutilisation et les actions de sensibilisation. Côté recyclage, les taux exigés seront relevés dès 2028 pour les plastiques, l'aluminium et les métaux ferreux, avec pour les plastiques un véritable quota de recyclage de 75%, dont 70% en recyclage mécanique. La consultation court jusqu'au 5 décembre 2025 ; le gouvernement vise une adoption au premier trimestre 2026 avant l'examen parlementaire. (Source : [BMUKN](#))

7. L'État allemand veut entrer au capital de Tennet Deutschland

L'État fédéral allemand préparerait, via la banque publique KfW, l'acquisition de 25,1% de TenneT, un des quatre gestionnaires du réseau de transport d'électricité du pays, selon des informations issues du Tagesspiegel Background. L'opération, prévue pour le printemps 2026, doit permettre à l'État de peser davantage sur les décisions d'investissement, alors que le réseau doit être massivement renforcé pour intégrer les énergies renouvelables. Le coût total serait estimé à environ 5,8 Md€ entre 2026 et 2029, sous forme de rachat de parts et d'augmentations de capital. En entrant au capital, le gouvernement souhaite sécuriser cette infrastructure jugée critique, garder un droit de regard sur l'arrivée de nouveaux investisseurs et s'assurer que les milliards engagés servent en priorité l'intérêt public et la transition énergétique (Source : [Bundestag](#))

8. Adoption de nouveaux textes dans le secteur de l'énergie

En novembre, plusieurs textes ont été adoptés au Parlement allemand dans le secteur de l'énergie, notamment : (1) La suppression de la taxe sur le stockage du gaz à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette taxe introduite dans le cadre de la crise énergétique pour financer les coûts de stockage du gaz sera désormais prise en charge par le KTF à hauteur de 3,4 Mds€ par an ; (2) La subvention de 6,5 Mds€ visant à baisser les tarifs d'utilisation des réseaux de transport d'électricité pour l'année 2026 ; (3) La loi de transposition de la directive NIS2 visant à imposer des règles de cybersécurité plus strictes aux entreprises, notamment du secteur de l'énergie, et à l'administration ; (4) Un amendement à la loi sur le secteur de l'énergie (EnWG) qui prévoit diverses mesures touchant le secteur énergétique et notamment des

mesures renforçant les communautés d'énergie (*Energy sharing*).

9. Lancement du Fonds allemand pour les matières premières critiques

La coalition lance le fonds destiné à réduire la dépendance du pays envers la Chine pour les matières premières. Annoncé initialement par la précédente coalition pour un montant d'1 Mds d'euros, la ministre de l'Économie Katharina Reiche (CDU) et le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD) ont finalement trouvé un accord pour sécuriser son financement. La phase d'évaluation est presque achevée pour trois projets. Le premier concerne Vulcan Energy et son extraction de lithium dans le fossé rhénan, un matériau clé pour les véhicules électriques. Le fonds investira 50 millions d'euros cette année et jusqu'à 150 millions d'euros au total, tandis que des investisseurs privés apporteront 1,9 milliard d'euros pour soutenir la production de lithium dans l'Oberrheingraben. Le gouvernement présente cette initiative comme un pas essentiel vers davantage d'autonomie et de résilience dans un contexte de fortes tensions géopolitiques.

Transports

1. La coalition réaffirme son soutien au secteur aérien et annonce une baisse de la taxe sur les billets d'avion

Le 13 novembre lors d'un comité de la coalition CDU/CSU-SPD, les partis se sont mis d'accord pour des mesures de soutien au secteur aérien. Cela fait suite à d'importantes revendications, notamment des compagnies aériennes, qui se plaignent de coûts d'implantation trop élevés en Allemagne. Ainsi, en juillet 2026, la taxe sur les billets d'avion devrait revenir à son niveau d'avant la hausse de mai 2024 (de 20-25% en

moyenne), le quota national pour les carburants à base d'électricité qui dépasse le minimum requis par les normes européennes sera supprimé « dès que possible », et le gouvernement veillera à ce que les redevances diminuent globalement de plus de 10% d'ici 2029 sans alourdir le budget fédéral. Les annonces ont réjoui le secteur de l'aérien, qui ne garantit pas pour autant une baisse du prix des billets d'avion. Les associations écologiques et le parti les Verts ont, en revanche, dénoncé un « non-sens écologique » (Germanwatch). Contrairement à la plupart des pays européens, le trafic aérien n'a pas retrouvé les chiffres d'avant covid en Allemagne.

2. Le gouvernement fédéral arrive à un compromis sur l'avenir de l'industrie automobile

Dans le cadre d'un comité de coalition réuni le 27 novembre 2025, les dirigeants de la coalition CDU/CSU-SPD sont parvenus à un compromis sur un ensemble de mesures relatives à l'industrie automobile, après des mois d'intenses négociations. Si la mobilité électrique reste la technologie clé sur la voie de la neutralité climatique, le gouvernement appelle à une révision en profondeur la réglementation européenne sur les émissions des flottes automobiles. Il plaide pour assouplir les objectifs intermédiaires du règlement CO₂ des véhicules légers afin d'éviter aux constructeurs des pénalités financières au niveau européen, et souhaite introduire davantage de flexibilité et d'ouverture technologique en autorisant après 2035 la vente de « véhicules à double motorisation combinant batterie et moteur à combustion » à condition « que les émissions restantes dans le secteur automobile et des carburants soient compensées ». La Commission européenne doit présenter un paquet automobile qui devrait assouplir les règles d'émissions CO₂ pour les industriels. Les débats étant encore intenses au sein de l'institution, sa sortie a été retardée d'une se-

maine et devrait avoir lieu le 16 décembre. L'industrie automobile allemande s'est félicitée de la nouvelle, au contraire des associations environnementales qui ont critiqué une décision « désastreuse sur le plan économique et climatique » (Greenpeace).

3. Le gouvernement fédéral annonce un retour des aides à l'achat pour les véhicules électriques et hybrides début 2026

A l'issue du même comité de coalition du 27 novembre, le gouvernement fédéral a également annoncé une nouvelle prime à l'achat et au leasing de véhicules électriques et hybrides pour les ménages à faibles et moyens revenus d'un montant de 3 000 € (qui peut être augmenté de 500 € par enfant dans la limite de deux) pour tous les ménages dont le revenu annuel imposable est inférieur à 80 000 € avec une majoration de 5 000 € par enfant. Les fonds nécessaires, d'un montant de 3 Mds d'euros, proviendront du Fonds pour le climat et la transformation (KTF). Le programme pourra être lancé en 2026, sous réserve de l'approbation de la Commission européenne pour les aides d'État. Dans un second temps, des critères de contenu local pourraient être intégrés au dispositif. Deux ans après l'arrêt brutal du Umweltbonus, l'annonce a été saluée par la fédération de l'industrie automobile (VDA) qui appelle toutefois à des clarifications rapides du dispositif et qui rejette les exigences de contenu local et l'éligibilité des véhicules hybrides.

4. European Sleeper annonce la reprise du train de nuit Paris-Berlin au mois de mars 2026

Au mois d'octobre, les chemins de fer autrichiens ÖBB avaient annoncé l'arrêt du train de nuit entre Paris et Berlin au 14 décembre 2025 pour des raisons budgétaires. ÖBB opérait depuis deux ans la ligne via sa filiale Nightjet en partenariat avec la Deutsche Bahn et

SNCF, qui ont suivi la décision. La nouvelle avait suscité un certain émoi, notamment en France, où le collectif « Oui au train de nuit » avait mené une opération en Gare de l'Est et saisi les autorités françaises. Le 12 novembre, la coopérative belgo-néerlandaise European Sleeper a annoncé vouloir reprendre la ligne à partir du 26 mars 2026. L'itinéraire, en cours de confirmation, ne devrait toutefois plus passer par Strasbourg mais faire un passage par Bruxelles, où l'entreprise espère proposer des correspondances faciles pour les voyageurs arrivant de l'Eurostar. European Sleeper mène actuellement une campagne de financement offrant aux particuliers et aux organisations la possibilité d'investir à partir de 280 €. Les fonds collectés aideront à couvrir les frais de préparation liés au lancement de la ligne, les coûts pour accéder au matériel roulant nécessaire, ainsi qu'à compenser d'éventuelles pertes initiales lors de la phase de démarrage.

Entreprises & International

1. Un premier ensemble de mesures pour mettre en œuvre le plan de modernisation de l'État et de l'administration

Le 5 novembre, la session spéciale de simplification du Conseil des ministres allemand a adopté un premier programme de mesures pour mettre en œuvre le « Plan de modernisation de l'État et de l'administration » présenté le 1er octobre. Processus itératif, ce programme introduit un ensemble d'allégements réglementaires et administratifs destinés à accélérer les procédures, réduire les coûts et renforcer la numérisation. Parmi les mesures retenues figurent des projets de loi allégeant la bureaucratie dans le Code du commerce et la législation sur l'étiquetage énergétique, pour un gain estimé à près de 58 millions d'euros pour les entreprises et

l'administration, ainsi que la numérisation de l'exécution des contrats immobiliers, offrant plus de 17 millions d'euros d'allégements annuels pour les citoyens, les entreprises et les Länder. D'autres textes prévoient une réduction des charges administratives relevant du ministère fédéral de l'Intérieur, et la poursuite de la numérisation administrative, qui devrait générer au total plus de 6 millions d'euros d'économies.

2. Lancement des travaux pour une nouvelle stratégie pharmaceutique nationale

Conformément au contrat de coalition, le gouvernement allemand a lancé la refonte de la stratégie pharmaceutique nationale de 2023 lors d'une réunion inaugurale à la Chancellerie fédérale le 12 novembre 2025. Dans les mois à venir, six groupes de travail analyseront la situation du secteur et formuleront des recommandations sur les conditions de financement, de recherche et de production des médicaments innovants, des génériques, des dispositifs médicaux et des biotechnologies. Leur travail alimentera une nouvelle stratégie interministérielle, attendue au second semestre 2026, visant à renforcer la compétitivité de ce secteur clé pour l'industrie allemande tout en améliorant la sécurité des approvisionnements. Les fédérations pharmaceutiques Verband Forschender Arzneimittelhersteller (vfa) et Pharma Deutschland se sont félicitées du lancement de ce processus et ont appelé à des résultats concrets pour répondre aux défis réglementaires et commerciaux auxquels les industriels se disent confrontés.

3. Cr éation d'une commission charg e d'examiner les relations économiques entre l'Allemagne et la Chine au Bundestag

Une motion prévoyant de créer une « commission pour l'examen des relations économiques avec la Chine en matière de sécurité » a été déposée le

11 novembre au *Bundestag* par les groupes CDU/CSU et SPD. La création de cette instance était prévue dans le contrat de coalition. Cette commission devra examiner comment améliorer la sécurité et la fiabilité des chaînes de valeur allemandes, de leurs importations d'énergie et de matières premières dans le cadre de la sécurité nationale et européenne. Elle devra ensuite proposer des options d'action concrètes de *de-risking* juridiques, économiques et politiques. La commission sera composée d'experts issus d'instituts économiques, think tank, syndicats et fédérations professionnelles. Elle devra remettre un rapport annuel au *Bundestag* et fera un point d'étape tous les six mois à la commission des affaires économiques. (Source : [Bundestag](#))

4. Les importations en provenance de Chine augmentent en Allemagne

Une étude de l'*Institut der deutschen Wirtschaft (IW)* (19/11) montre que l'imposition de droits de douane élevés des Etats-Unis (jusqu'à 145% au T2 2025) sur les produits chinois a entraîné une réorientation des exportations vers l'Allemagne. Ainsi, les importations allemandes de véhicules hybrides rechargeables en provenance de Chine ont augmenté de plus de 80% au S1 2025 (près de 98 M€) par rapport au S1 2024, tandis que les livraisons de ces mêmes modèles vers les États-Unis ont chuté de 99% (près de 24 M\$) au cours de la même période. Cette dynamique s'observe aussi dans le secteur des équipementiers automobiles avec une hausse de 230% des importations dans le domaine des boîtes de vitesses manuelles au S1 2025 par rapport au S1 2024. Selon l'étude, cela résulte, outre des effets de contournement, des surcapacités chinoises, des subventions massives et d'une sous-évaluation du yuan. Les auteurs recommandent une surveillance régulière des flux pour identifier rapidement les secteurs concernés, une utilisation systématique des instruments de

défense commerciale et à une approche prudente du « Buy European ». (Source : [IW](#))

5. Déplacement du Vice-chancelier et ministre des Finances, Lars Klingbeil, en Chine

Le Vice-chancelier et ministre des Finances L. Klingbeil s'est rendu en Chine du 16 au 19 novembre pour le quatrième dialogue financier germano-chinois de haut niveau à Pékin et le dialogue entre le SPD et le Parti communiste chinois. L'objectif de la visite était d'alimenter un échange direct sur la stabilité financière, la concurrence équitable et l'accès au marché chinois, ainsi que d'aborder le sujet des matières premières critiques. L. Klingbeil a coprésidé le dialogue avec le vice-Premier ministre He Lifeng, rencontré des membres d'institutions financières et d'entreprises à Pékin et Shanghai, avant de se rendre à Singapour.

6. Sommet acier : Berlin renforce son soutien à la filière

Face à la crise profonde de la sidérurgie allemande, le « sommet acier » du 6 novembre à la Chancellerie a permis au chancelier F. Merz (CDU) de réaffirmer le soutien du gouvernement fédéral à une transformation rapide de la filière. Sur le volet commercial, le gouvernement appuie la proposition de règlement de la Commission européenne visant à remplacer, après le 30 juin 2026, les actuelles mesures de sauvegarde sur les importations d'acier et à renforcer la protection contre les surcapacités mondiales, tout en soutenant les travaux européens sur le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Des mesures sur les coûts de l'énergie complètent ce dispositif. La fédération allemande de la sidérurgie (Wirtschaftsvereinigung Stahl) se réjouit des annonces du gouvernement, jugées par la presse économique de « protectionnistes ». (Source : [Bundesregierung](#))

7. L'industrie chimique allemande en grande difficulté

D'après la fédération allemande de la chimie (VCI), l'industrie chimique allemande subirait sa pire crise depuis 1995 : au troisième trimestre 2025, la production a reculé de 0,3%, seuls 70% des capacités de production dans le secteur sont encore utilisées. Par ailleurs, le chiffre d'affaires total du secteur a baissé de 1,5% par rapport au trimestre précédent : avec une valeur de 52,1 milliards d'euros, il était inférieur de 2,3% à celui de l'année précédente. Le VCI impute la situation au recul de la demande, aux coûts d'énergie élevés, à la bureaucratie. Dans ce contexte, les groupes renforcent leurs plans d'économies, à l'image de Wacker Chemie qui prévoit la suppression de plus de 1 500 postes d'ici fin 2027. (Source : [VCI](#))

Numérique & Innovation

1. Un Sommet pour la Souveraineté numérique européenne autour du Président Macron et du Chancelier Merz à Berlin

A l'occasion du Sommet sur la souveraineté numérique européenne organisé par la France et l'Allemagne, le Président Macron s'est rendu à Berlin. Avec le Chancelier Merz, il a rappelé la nécessité pour l'Europe de développer ses propres solutions souveraines, en particulier dans l'IA, le cloud, le quantique et la microélectronique. Le Sommet a réuni plus de 900 décideurs politiques, dirigeants d'entreprises technologiques, investisseurs, entrepreneurs et représentants de la société civile des 27 États membres de l'UE. Les ministres français Lescure, Le Hénanff et Amiel, ainsi que le ministre allemand du Numérique Wildberger, ont souligné l'importance de renforcer la souveraineté numérique, l'innovation et la compétitivité européenne, en plaçant la préférence européenne au cœur de la régulation et

de la commande publique. Le Sommet a permis l'adoption de plusieurs livrables stratégiques franco-allemands : le lancement d'un groupe de travail sur la définition des services numériques souverains, trois papiers sur la protection des données, la simplification réglementaire et la reconnaissance de l'enquête DMA de la Commission européenne.

2. De nombreux partenariats industriels annoncés au Sommet pour la souveraineté numérique européenne

En parallèle du Sommet, dix-huit partenariats industriels représentant 12 Mds€ d'investissements privés ont été annoncés. Parmi ces annonces, on retient notamment la construction d'un centre de données à Lübbenau par le groupe Schwarz, un partenariat stratégique entre Mistral, SAP et les administrations françaises et allemandes, un partenariat entre la startup Parloa et le groupe Allianz.

3. Rapprochements entre entreprises allemandes et hyperscalers américains

Le mois de novembre a été marqué par de nombreuses annonces de partenariats entre acteurs du numérique allemands et hyperscalers américains. Google a annoncé 5,5 Mds€ d'investissements d'ici 2029 dédiés à la construction et à l'extension de centres de données afin de répondre à la demande croissante en services cloud et en IA. Parallèlement, Deutsche Telekom et Nvidia prévoient un investissement

d'environ 1 Md€ pour une « usine d'IA souveraine » à Munich. Ces projets viennent compléter l'annonce faite récemment d'un partenariat entre OpenAI et SAP pour intégrer les modèles d'IA d'OpenAI dans le cloud proposé par SAP à l'administration allemande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Brouillet

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOUJAT-GOUTTEQUILLET, Simon HENNO, Manuela SACCOMANO

Selecteurs : Bertrand LE TALLEC, Frédéric MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtrésor.gouv.fr